



## Déclaration de la FSU

CHSCTA du 3 novembre 2020

Alors que le président de la République a annoncé le 28 octobre un deuxième confinement, a minima pour un mois, déplorant la « hausse exponentielle des contaminations » du fait que « le virus circule à une vitesse que même les prévisions les plus pessimistes n'avaient pas anticipée », et prévenant que la deuxième vague épidémique peut être « plus dure et plus meurtrière » que la première, le gouvernement montre à la fois son peu de considération pour l'Éducation nationale, ses personnels, ses élèves et son incurie insupportable.

Dès le mois de juin, la FSU a alerté sur la nécessité de préparer une rentrée exceptionnelle. Il fallait sécuriser, protéger et prévenir une deuxième vague. Au mépris de ces considérations et des recommandations de bon nombre de scientifiques, le ministre a fait le choix d'alléger le protocole sanitaire pour la rentrée, ce qui a favorisé la circulation du virus dans les collèges, lycées et CIO. Il porte une lourde responsabilité dans la dégradation de la situation actuelle. En octobre, les indicateurs montraient une plus grande circulation du virus dans les établissements scolaires, la FSU a exigé un renforcement du protocole sanitaire, balayé d'un revers de la main par le ministre, le gouvernement osant parler d'une rentrée réussie ! Les personnels ont beaucoup donné depuis la rentrée, ont tenu le service public d'Éducation, seuls, avec des masques suspects, ont fait face à des informations contradictoires, à l'absence de transparence sur les cas de contamination, maintenant cela suffit !

Le nouveau protocole publié par le ministre, sans même prendre l'avis du CHSCTM, est une illusion de protection renforcée ! Rien sur la diminution des effectifs dans les classes ! Des solutions peu réalistes sont encore évoquées comme le non brassage par niveaux ou une salle par classe. Ce protocole ne répond ni à l'inquiétude, ni à la colère des personnels. Comment prétendre aujourd'hui que l'on peut appliquer la distanciation physique dans des classes chargées, comment éviter le brassage dans les cantines, internats et transports si tous les élèves sont présents en même temps dans les collèges et lycées ? Quelles dispositions pour protéger les personnels vulnérables ? Qu'a-t-on fait pour équiper élèves et personnels en matériel informatique ?

Soucieuse de la continuité du service public d'éducation, essentiel aux élèves, particulièrement les plus fragiles, la FSU n'a cessé d'alerter et de proposer. Aujourd'hui, elle rappelle ses exigences pour une rentrée sécurisée : passage d'un fonctionnement en classe entière à un fonctionnement en demi-groupes, recrutements de personnels, d'AED mais aussi d'agents territoriaux (pour assurer un nettoyage et une désinfection des salles), réorganisation de la demi-pension pour limiter le brassage des élèves, nouvelles modalités d'aération des salles. Des mesures doivent aussi être prises sur le plan pédagogique. Le jour de carence doit être suspendu immédiatement : il est inacceptable que les personnels payent le prix d'être malade !

L'employeur est responsable de la santé et la sécurité des personnels. Des dispositions peuvent être mises en place dès maintenant. Si cela n'est pas le cas, la FSU appellera les personnels à se saisir de tous les moyens d'action pour faire valoir leurs droits et assurer leur sécurité. Le gouvernement doit cesser de jouer avec la santé des personnels, des élèves et de leurs familles.

L'absence totale de communication du rectorat en direction des personnels, suite à l'assassinat de notre collègue Samuel Paty, alors que l'émotion et le désarroi étaient forts dans la profession, montre bien le peu de considération porté à ces personnels, pourtant en première ligne dans les écoles, collèges et lycées, et fragilisés dans leurs métiers et pratiques par cet acte horrible. Les représentants des personnels ne sont pas mieux traités puisque les réponses à certaines de leurs questions et à certains de leurs avis se font encore attendre depuis le dernier CHSCTA.

Enfin, comment ne pas terminer cette déclaration sans faire part de notre indignation suite à l'annulation par le Ministre de l'organisation initialement prévue pour la rentrée du 2 novembre, avec des temps d'échanges entre pairs, pour rendre hommage solennellement à notre collègue, Samuel Paty, assassiné, décapité, parce qu'il exerçait son métier ? Colère, incompréhension, mépris..., les mots manquent.

L'école a été attaquée. La communauté éducative est meurtrie. Les conditions d'une rentrée hors normes ont été balayées d'un revers de la main, sans considération pour les impératifs humains et pédagogiques. Jean-Michel Blanquer répète souvent être le ministre des professeurs. Qui peut encore le croire aujourd'hui ?